

« La parenthèse de l'après-guerre n'a été qu'une accalmie. Celles et ceux qui continuent à vouloir changer le monde feraient bien de s'en apercevoir »

Robert Hirsch a longtemps enseigné l'histoire-géographie en Lorraine, en Seine-Saint-Denis puis à Paris. Il s'est intéressé à l'histoire de la Révolution française avant d'écrire *Instituteurs et institutrices syndicalistes (1944-1967)* (Syllepse, 2010). Paru en 2017, *Sont-ils toujours des juifs allemands ?* retrace l'histoire de la gauche radicale française d'après 68 vis-à-vis de la « question juive » et de la renaissance de l'antisémitisme en France au début du XXI^e siècle.

L'US Mag : *Qu'est-ce qui nourrit la renaissance de l'antisémitisme aujourd'hui ?*

Robert Hirsch : En France, les questions autour des conflits au Moyen Orient prennent une dimension particulière. Une partie de la jeunesse de banlieue s'identifie aux Palestiniens, identification que l'on ne retrouvait pas dans les années 1970. Dans les années 2000, on a constaté des pics d'actes antisémites au moment des événements sanglants en Palestine comme lors de la seconde intifada en 2008 ou de l'agression israélienne contre Gaza. Mais à côté du conflit israélo-palestinien, la question sociale joue aussi un rôle important. De vieilles lunes qui alimentaient un antisémitisme plus ancien et européen refont surface : le juif est de nouveau considéré comme celui qui possède et dirige. Cette conception se retrouve aujourd'hui dans les propos de certains jeunes issus des quartiers défavorisés. J'ai été professeur d'histoire à Stains dans les années 2000. Les élèves me parlaient relativement peu du conflit israélo-palestinien alors qu'ils évoquaient beaucoup le pouvoir des juifs, leur puissance financière, dans les médias, dans la politique. Muté à Paris, ces questions se posaient beaucoup moins. Aujourd'hui, parmi les Gilets jaunes, il y a quelques expressions antisémites (les quenelles au Sacré-Cœur fin décembre, l'agression d'A. Finkielkraut), même si le mouvement en lui-même n'a rien à voir avec l'antisémitisme. Dans les manifestations réapparaît régulièrement l'expression « Macron = Rothschild ». Si Macron avait travaillé à la BNP ou au



« Quand on se met à parler sionisme à tout bout de champ, ce n'est plus de sionisme que l'on parle ni de Palestiniens »

Crédit Lyonnais, il n'y aurait probablement pas ce type de banderoles. Ce mouvement populaire, sans tradition politique, très peu encadré par les syndicats, abrite en son sein toutes les idéologies. Notons aussi une présence de l'ultra droite antisémite qui sait utiliser les réseaux sociaux et alimente la confusion sur l'antisémitisme et l'antisionisme. Quand on se met à parler sionisme à tout bout de champ, ce n'est plus du sionisme que l'on parle ni des Palestiniens.

L'US Mag : *La gauche radicale est-elle devenue antisémite ?*

R. H. : Dans mon livre, j'analyse la gauche dite radicale qui s'est constituée autour et après mai 1968. J'ai laissé de côté la question du parti communiste, même si l'histoire de son rapport aux juifs ou de la présence des juifs en son sein est considérable. Il faudrait traiter cela à part. En banlieue, peut-être que l'affaiblissement du parti communiste a favorisé le réveil d'un antisémitisme sous-jacent dans les milieux populaires. Il y avait dans les milieux ouvriers des préjugés racistes ou antisémites mais ceux qui, de près ou de loin, étaient proches du PC ou de la CGT savaient qu'il fallait condamner moralement ces idées. Dans les années 1960-1970, la gauche radicale attirait à elle beaucoup de jeunes juifs – la condamnation radicale d'Auschwitz et du génocide était le ciment de ce rapprochement – aujourd'hui la situation est très différente. Le souvenir de la Seconde Guerre mondiale s'éloigne et les nouvelles générations se sont tournées vers de nouveaux combats, notamment la question palestinienne. La

critique de l'État d'Israël existait bel et bien à l'époque mais on ne manquait pas de rappeler que l'État d'Israël existait aussi à cause de l'oppression des juifs. Cet antisionisme ne pouvait pas se confondre avec de l'antisémitisme. Contrairement à ce qu'on a pu penser dans les années 1970-1980, l'antisémitisme n'était pas mort. Il n'osait plus s'exprimer mais il était là. Il n'était pas l'expression de la seule extrême droite avec les sorties diverses de J.-M. Le Pen mais s'était insinué dans d'autres parties de la société.

Ce qui était surprenant dans le discours des élèves, c'est qu'ils reprenaient les poncifs de l'antisémitisme classique. La gauche de la gauche a été tout à fait désarçonnée par le phénomène et a refusé de le voir.

L'US Mag : L'École prend-elle la mesure de ces questions ?

R. H. : Les collègues d'histoire, notamment, conscients de leurs missions, donnent des réponses et des éclairages aux élèves. Il est difficile pour certains collègues de sortir du cadre de leur discipline. Au cours de divers stages auxquels j'ai participé, je n'ai pas entendu de collègues nier la réalité d'un discours antisémite parmi nos élèves. Les problèmes adviennent surtout dans les collèges. La véritable question est celle des élèves juifs, harcelés par leurs camarades, contraint de quitter l'École publique. Les administrations ont le plus souvent conseillé aux parents de ces élèves de partir provoquant une augmentation d'inscriptions dans les écoles juives, alors que, pour une bonne partie des juifs, la laïcité est fondamentale. Sur la concurrence victimaire, l'École a certainement une responsabilité et un rôle à jouer. Jusqu'aux années 1980, la Shoah a été très peu enseignée. Sur la colonisation et l'histoire de l'esclavage, le vide commence à être comblé mais il y a encore un travail à faire sur les mémoires de la guerre d'Algérie, par exemple.

L'US Mag : Les crispations actuelles autour de ces questions n'entretiennent-elles pas une confusion entre antisémitisme et antisionisme ?

R. H. : Antisionisme et antisémitisme ne sont pas synonymes. Le président de la République, après avoir fait maintes déclarations pour rapprocher les deux termes, notamment au dernier dîner du CRIF, semble se raviser. Il a certainement réfléchi à deux fois à la question et pensé à la relation de la France avec les pays arabes. De plus, juridiquement, cela n'allait pas sans poser certains problèmes. Comment pourrait-il y avoir une législation ? Comment pourrait-elle s'appliquer ? On a le droit d'être antisioniste et



d'affirmer que les structures de l'État d'Israël sont réactionnaires. On doit aussi reconnaître, sans doute aucun, l'existence d'un État et d'une Nation qui doivent être préservés. L'antisionisme au même titre que le sionisme est une théorie politique, même si aujourd'hui certains antisémites se cachent derrière l'antisionisme, comme A. Soral, par exemple.

L'US Mag : Quel est l'objectif de la pétition dont vous êtes à l'initiative ?

R. H. : Nous avons lancé une pétition contre l'antisémitisme et tous les racismes. De nombreux dirigeants de la gauche syndicale et politique ont signé : Gérard Aschieri, Philippe Martinez, Fabien Roussel, entre autres. Voilà comment la présente le journal *Libération* : « *La gauche a parfois tardé à prendre la mesure de la montée des actes antisémites. Plusieurs centaines de personnalités lancent un appel pour qu'elle s'affirme à nouveau comme rempart contre la haine antijuive* ».

« L'antisémitisme n'était pas mort. Il n'osait plus s'exprimer mais il était là. »

Beaucoup de gens m'ont envoyé des témoignages pour saluer cette initiative qu'ils attendaient depuis longtemps. L'événement qui a vraiment fait changer les mentalités, c'est la tuerie de l'Hypercacher en 2015. Il y a eu à partir de là une véritable prise de conscience. La gauche de la gauche doit prendre part à ce mouvement en participant aux différentes manifestations contre l'antisémitisme. Elle ne l'a pas fait pendant de nombreuses années. En 2006, par exemple, la LCR refuse de participer à la manifestation pour dénoncer l'assassinat d'Ilan Halimi. Le MRAP aussi. Depuis, il a évolué.

Le 19 février de cette année, le rassemblement contre l'antisémitisme a réuni diverses composantes politiques. Une partie de la gauche de la gauche y a appelé, J.-L. Mélenchon, par exemple ; mais un certain nombre d'organisations a préféré faire bande à part, à Ménilmontant, dans une manifestation groupusculaire. La gauche a un devoir de pédagogie envers les populations en difficulté sociale même si elle est de plus en plus coupée des milieux populaires. On a l'impression de revenir un siècle en arrière au moment où, à propos de l'antisémitisme, Engels et Bebel parlaient du « *socialisme des imbéciles* » qui se développait dans le mouvement ouvrier. François Ruffin, très populaire auprès des Gilets jaunes devrait dire des choses là-dessus.

Les années 2000 n'ont certes pas été une « décennie de cristal », mais elles nous disent que l'antisémitisme est de retour, que la parenthèse de l'après-guerre n'a été qu'une accalmie. Celles et ceux qui continuent à vouloir changer le monde feraient bien de s'en apercevoir. Et de considérer que, s'ils se doivent d'être « *tous des Arabes, noirs, musulmans, Roms* » discriminés, « *tous des Palestiniens* » à qui la justice est refusée depuis trop longtemps, il leur faut ne pas oublier de demeurer « *tous des Juifs allemands* ». ■

Propos recueillis par Hamda El Khiari et Thierry Ananou

MUPLICATION DES ATTENTATS ANTISÉMITES DANS LES ANNÉES 2000 ET 2010

- **2006** Enlèvement et meurtre d'Ilan Halimi.
- **2012** Tuerie à l'école juive Ozar Hatorah de Toulouse.
- **2014** Un jeune couple séquestré et violenté à Créteil.
- **2015** Prise d'otages dans un supermarché cacher à Paris.
- **2018** Un garçon de 8 ans portant kippa est roué de coups à Sarcelles.
- **2018** Meurtre de Mireille Knoll, une octogénaire juive à Paris.